

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 22 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	30
• Voix	154
Pouvoirs	
• Nombre	10
• Voix	77
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	231
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Eric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Thierry Carrère, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Didier Gaugeacq, M. Denis Lanusse
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Julien Dubois, M. Bernard Poublan, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Ressources humaines - Recrutement d'un technicien principal 1^{ère} classe pour l'animation du PTGE Adour amont

Exposé des motifs :

Après validation du diagnostic par la commission locale de l'eau Adour amont le 30 mai dernier, le projet de territoire de gestion de l'eau Adour amont entre dans sa phase de discussion des scénarii. Une fois déterminée l'ambition choisie pour le territoire, les acteurs vont construire le programme d'actions devant permettre de tendre vers un retour à l'équilibre quantitatif à l'échelle de 2027 puis à l'horizon 2050.

Afin d'animer ce processus co-construit entre tous les acteurs, un animateur a été recruté le 2 janvier 2018 pour une durée initiale de 3 ans puis renouvelé pour 2 ans le 3 janvier 2021. Ce contrat arrivant à échéance le 2 janvier 2023, il convient maintenant d'envisager la suite de l'accompagnement du PTGE Adour amont afin de le conduire à son terme sur l'année 2023.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, en particulier son article L.332-8 1°,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de créer à compter du 3 janvier 2023 un poste de technicien principal de 1^{ère} classe à temps complet pour exercer les missions d'animation du PTGE Adour amont, relevant de la catégorie B,
- que cet emploi sera occupé par un fonctionnaire,
- que, toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public sur la base de l'article L.332-8-1° précité,
- qu'il pourra être recruté par voie de contrat à durée déterminée d'un an,
- que le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée,
- que la rémunération de l'agent sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B, par référence au 4^{ème} échelon de la grille indiciaire des techniciens principal de 1^{ère} classe,
- que Monsieur le président est chargé de recruter l'agent affecté à ce poste,
- que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet,



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE